

Emploi, rémunération et heures de travail, et postes vacants, juillet 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le jeudi 29 septembre 2022

Le nombre d'employés recevant une rémunération ou des avantages sociaux de leur employeur, appelés « employés salariés » dans le cadre de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), a légèrement augmenté de 12 900 (+0,1 %) en juillet, ce qui a porté la hausse totale à près de 1,3 million (+7,9 %) depuis juillet 2021. Les augmentations enregistrées en Alberta (+8 100; +0,4 %) et en Colombie-Britannique (+6 500; +0,3 %) ont été contrebalancées en partie par la baisse survenue à Terre-Neuve-et-Labrador (-4 300; -1,9 %), tandis que peu de variation a été observée dans les autres provinces.

L'emploi salarié augmente dans le secteur des services pour un deuxième mois consécutif

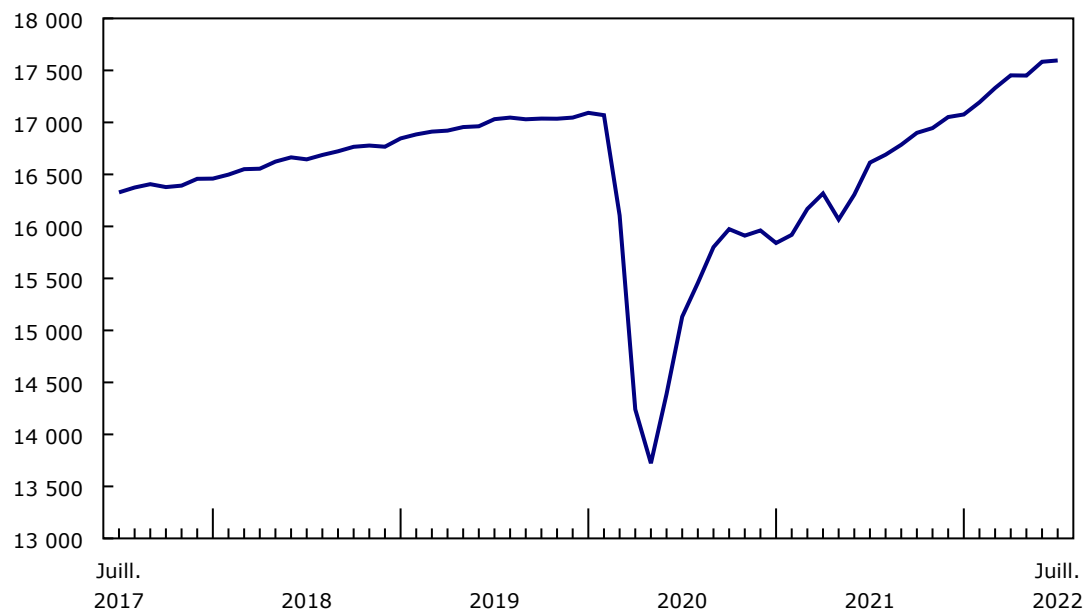
Le nombre d'emplois salariés dans le secteur des services a progressé de 21 600 (+0,2 %) en juillet. Il s'agit d'une deuxième augmentation mensuelle consécutive. Des hausses ont été enregistrées dans 10 des 15 secteurs de services, et ce sont les services professionnels, scientifiques et techniques (+7 400; +0,6 %) et les services d'hébergement et de restauration (+6 500; +0,5 %) qui ont affiché les plus fortes hausses. Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (-11 200; -0,5 %) est le seul secteur des services qui a enregistré une baisse de l'emploi salarié en juillet alors que les quatre autres secteurs ont connu peu de variation.

L'emploi salarié a peu varié dans le secteur des biens en juillet. Les hausses enregistrées dans la construction (+4 600; +0,4 %) ainsi que dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz (+900; +0,4 %) ont été contrebalancées en partie par la baisse observée dans la foresterie, l'exploitation forestière et les services de soutien (-400; -1,1 %) ainsi que par le peu de variation enregistrée dans les autres secteurs de biens.



Graphique 1 L'emploi salarié augmente légèrement en juillet

emploi salarié (milliers)



Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2612), tableau 14-10-0220-01.

La croissance de l'emploi salarié se poursuit dans les services professionnels, scientifiques et techniques

L'emploi salarié dans les services professionnels, scientifiques et techniques a augmenté de 7 400 (+0,6 %) en juillet, ce qui représente une croissance plus marquée que celle observée en juin (+4 800; +0,4 %). La majeure partie de la hausse s'est concentrée au Québec (+3 100; +1,1 %), en Colombie-Britannique (+1 900; +1,1 %) et en Alberta (+1 900; +1,5 %).

À l'échelle nationale, une grande partie de la croissance de l'emploi salarié dans le secteur a été enregistrée dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes (+5 000; +1,4 %) ainsi que dans l'architecture, le génie et les services connexes (+1 300; +0,6 %). Tous les mois depuis septembre 2021, l'emploi salarié dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes a dépassé le taux de croissance de l'ensemble du secteur. C'est la plus grande industrie du secteur pour ce qui est du nombre d'employés salariés, et sa proportion du secteur global a augmenté pour passer de 27,2 % en février 2020 à 31,3 % en juillet 2022.

Les services d'hébergement et de restauration se rapprochent encore plus de leurs niveaux pré-pandémie

L'emploi salarié dans le secteur des services d'hébergement et de restauration a progressé de façon moins marquée en juillet (+6 500; +0,5 %) qu'en juin (+24 200; +2,0 %). Des hausses ont été enregistrées dans les restaurants à service complet et les établissements de restauration à service restreint (+3 300; +0,3 %) ainsi que dans l'hébergement des voyageurs (+2 100; +1,3 %).

Des hausses de l'emploi salarié dans les services d'hébergement et de restauration ont été observées dans cinq provinces, et les augmentations les plus marquées ont été enregistrées en Ontario (+2 300; +0,5 %) et au Québec (+2 000; +0,8 %). À l'échelle nationale, le nombre d'emplois salariés dans le secteur était en baisse de 5,7 % en juillet par rapport à son niveau observé avant la COVID-19; le secteur n'a jamais été aussi près de son niveau observé en février 2020.

L'emploi salarié diminue dans les soins de santé et l'assistance sociale en juillet

Le nombre d'emplois salariés dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a diminué de 11 200 (-0,5 %) en juillet et il s'agit de la baisse mensuelle la plus prononcée depuis mai 2020. Le Québec (-9 100; -1,7 %) a affiché la plus forte diminution de l'emploi salarié en juillet 2022, suivi de l'Ontario (-2 500; -0,3 %) et de la Nouvelle-Écosse (-1 500; -2,1 %). Les hausses enregistrées en Alberta (+2 300; +1,0 %) ont partiellement contrebalancé la baisse générale observée dans le secteur.

En juillet, la moitié des industries du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale ont affiché des baisses de l'emploi salarié, et les plus prononcées ont été enregistrées par les hôpitaux généraux et les hôpitaux de soins chirurgicaux (-4 300; -0,7 %) ainsi que par les centres de soins ambulatoires (-3 700; -2,3 %). En revanche, l'emploi salarié a augmenté dans les services de garderie (+3 800; +2,3 %), ce qui a contrebalancé en partie la baisse générale observée dans le secteur.

La rémunération hebdomadaire moyenne poursuit sa tendance à la hausse sur 12 mois

En juillet, la rémunération hebdomadaire moyenne était en hausse de 2,9 % par rapport à un an plus tôt, poursuivant sa croissance amorcée en juin 2021. La croissance de la rémunération peut s'expliquer par divers facteurs, y compris les variations des salaires et les changements dans la composition de l'emploi et le nombre d'heures travaillées.

Par rapport à un an plus tôt, 12 des 20 secteurs ont affiché une hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne en juillet. Les services publics (+8,8 % pour atteindre 2 034 \$), le commerce de détail (+8,5 % pour atteindre 704 \$), la fabrication (+8,4 % pour atteindre 1 280 \$) ainsi que la foresterie, l'exploitation et le soutien (+8,2 % pour atteindre 1 290 \$) ont affiché les plus fortes hausses de la rémunération hebdomadaire moyenne et ont dépassé la [croissance de l'indice des prix à la consommation \(+7,6 %\)](#) sur le plan national.

Le Québec (+5,9 % pour atteindre 1 119 \$) et le Nouveau-Brunswick (+5,9 % pour atteindre 1 068 \$) ont enregistré les plus fortes hausses sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne en juillet, tandis que l'Alberta (+1,1 % pour atteindre 1 247 \$) a affiché la plus faible augmentation.

Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine est inchangé en juillet

Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine était inchangé en juillet par rapport au mois précédent et en baisse de 0,6 % par rapport à juillet 2021. L'Alberta (+2,1 % pour atteindre 34,2 heures) est la seule province qui a enregistré une hausse mensuelle. À l'échelle nationale, le secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail (+2,0 % pour atteindre 35,3 heures) est le seul qui a affiché une augmentation mensuelle en juillet, tandis que le secteur des arts, des spectacles et des loisirs (-2,7 % pour s'établir à 25,1 heures) a enregistré la plus forte baisse.

Le nombre de postes vacants diminue en juillet

En juillet, les employeurs au Canada cherchaient activement à doter un peu moins d'un million (964 000) de postes vacants, en baisse de 5,5 % (-56 400) par rapport à juin et de 7,0 % (-72 700) par rapport à mai. Toutefois, le nombre de postes vacants observé en juillet est demeuré élevé et il était en hausse de 16,2 % (+134 300) par rapport au même mois en 2021.

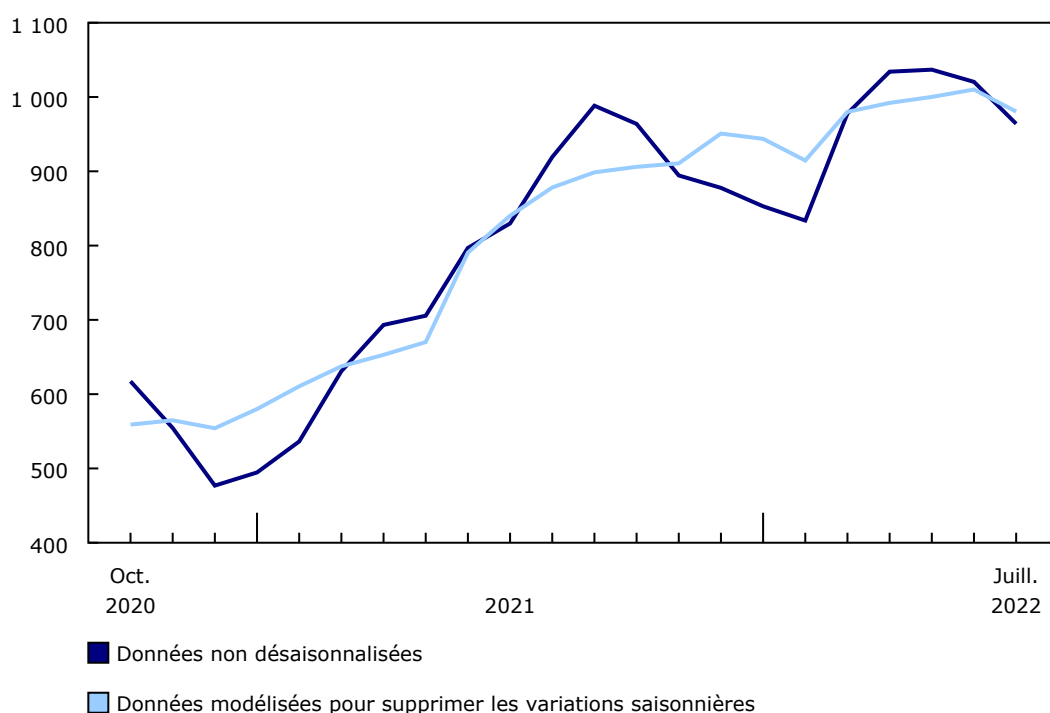
Le taux de postes vacants, qui correspond au nombre de postes vacants en proportion de la demande de main-d'œuvre totale (la somme des postes occupés et vacants), s'est établi à 5,4 % en juillet, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à juin et de 0,6 point de pourcentage par rapport au sommet de 6,0 % atteint en avril 2022.

L'emploi salarié a augmenté de 6,1 % de mars à juillet 2022; il a dépassé la croissance de la demande de main-d'œuvre (+5,7 %) au cours de la même période et a contribué à la baisse du nombre de postes vacants par rapport au sommet de 1,04 million atteint en mai. Les nouvelles données élaborées par Statistique Canada pour éliminer les variations saisonnières portent à croire qu'environ la moitié de la baisse du nombre de postes vacants de juin à juillet a été attribuable aux tendances saisonnières.

La baisse du nombre de postes vacants observée de juin à juillet a été accompagnée d'une hausse du chômage (+10,5 %; +104 300). Toutefois, le marché de l'emploi est demeuré plus tendu en juillet par rapport à un an plus tôt. En juillet 2022, on comptait 1,1 personne au chômage pour chaque poste vacant au Canada, en hausse par rapport à 1,0 en juin, mais en baisse par rapport à 1,9 en juillet 2021.

Graphique 2 Le nombre de postes vacants diminue pour se situer en deçà de un million en juillet, mais demeure élevé

postes vacants (milliers)



Source(s) : Enquête sur les postes vacants et les salaires (5217), totalisation personnalisée.

Le nombre de postes vacants varie peu dans les soins de santé et l'assistance sociale

Les employeurs du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale cherchaient à doter 142 900 postes vacants en juillet, ce qui était presque inchangé par rapport à juin (147 300) et par rapport au sommet inégalé atteint en mars (147 500). Le taux de postes vacants s'est chiffré à 6,0 % dans le secteur, ce qui était aussi à peu

près inchangé par rapport à juin 2022. La pénurie de personnel dans les soins de santé et l'assistance sociale en juillet a amené de nombreux hôpitaux à annoncer des réductions temporaires de services, y compris dans les salles d'urgence.

Le nombre de postes vacants diminue dans les services d'hébergement et de restauration, dans le commerce de détail et dans les services professionnels, scientifiques et techniques

Dans les services d'hébergement et de restauration, le nombre de postes vacants a diminué de 15,4 % (-26 200) pour s'établir à 143 600 en juillet, après avoir augmenté pendant cinq mois consécutifs. Le taux de postes vacants dans le secteur a reculé de 2,1 points de pourcentage pour se chiffrer à 10,0 % en juillet, en raison d'une augmentation de l'emploi salarié (+4,9 %; +61 000) et d'une baisse du nombre de postes vacants. Malgré ce recul du taux de postes vacants, il est demeuré le plus élevé parmi tous les secteurs depuis mars 2021 et presque le double du taux de postes vacants enregistré pour l'ensemble de l'économie.

Dans le commerce de détail, le nombre de postes vacants s'est établi à 99 100 en juillet, en baisse de 11,9 % (-13 400) par rapport à juin, mais en hausse de 7,0 % (+6 500) par rapport à un an plus tôt. Le taux de postes vacants s'est chiffré à 4,6 % en juillet, en baisse par rapport à 5,3 % au cours du mois précédent, mais presque inchangé par rapport à un an plus tôt.

Le nombre de postes vacants dans les services professionnels, scientifiques et techniques a diminué pour s'établir à 65 600 en juillet, en baisse de 9,4 % (-6 800) par rapport à juin et de 14,9 % (-11 500) par rapport au sommet de 77 100 enregistré en avril 2022. De juin à juillet, le taux de postes vacants a reculé de 0,6 point de pourcentage pour se chiffrer à 5,3 %. Le nombre d'emplois salariés dans le secteur a augmenté de façon constante depuis mai 2020, pour atteindre près de 1,2 million en juillet 2022 (EERH, données désaisonnalisées).

Le nombre de postes vacants varie peu dans plusieurs autres secteurs

En juillet, le nombre de postes vacants a peu varié — tout en demeurant néanmoins élevé — dans la fabrication (82 500), dans la construction (81 600), dans les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement (57 000) ainsi que dans la finance et les assurances (45 100). Le taux de postes vacants était égal ou supérieur à 5 % dans ces quatre secteurs en juillet.

Objectifs liés au développement durable

Le 1^{er} janvier 2016, des pays du monde entier ont officiellement commencé à mettre en œuvre le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), le plan d'action des Nations Unies axé sur la transformation qui vise à relever des défis mondiaux urgents au cours des 15 années suivantes. Ce plan repose sur 17 objectifs précis liés au développement durable.

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures est un exemple de la manière dont Statistique Canada appuie le suivi des progrès concernant les objectifs mondiaux liés au développement durable. Ce communiqué servira à mesurer les objectifs suivants :



Note aux lecteurs

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail

Le principal objectif de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, de l'emploi et des heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées, à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

L'emploi salarié, tel qu'il est mesuré au moyen de l'EERH, désigne le nombre d'employés recevant une rémunération ou des avantages sociaux (revenu de travail) au cours d'un mois donné. Cette enquête exclut les travailleurs autonomes, de même que les propriétaires et les associés des entreprises non constituées en société et des bureaux voués à l'exercice d'une profession libérale ainsi que les employés du secteur agricole.

Les estimations de l'EERH sont produites en intégrant les données de trois sources : un recensement d'environ 1 million de retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada; l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, qui permet de recueillir des données auprès d'un échantillon de 15 000 établissements; et les dossiers administratifs d'emploi dans les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales fournis par ces ordres de gouvernement.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. La présente analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Lors de chaque diffusion des données de l'EERH, les données du mois précédent sont révisées. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont le principal objectif est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle concernant le taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

En raison de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances dont rendent compte les données sont semblables. Pour mieux comprendre les différences conceptuelles entre les estimations de l'emploi provenant de l'EPA et celles provenant de l'EERH, veuillez consulter la section 8 du Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail ([72-203-G](#)).

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite les comparaisons par rapport au mois précédent, car les effets des variations saisonnières sont supprimés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur l'emploi salarié non agricole portent sur l'ensemble des salariés rémunérés à l'heure et des employés à salaire fixe, ainsi que sur la catégorie « autres salariés », qui comprend les travailleurs payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

À moins d'indication contraire, les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les salariés rémunérés à l'heure et les employés à salaire fixe, et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération tiennent compte des heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre de salariés.

Enquête sur les postes vacants et les salaires

Depuis la diffusion des données d'octobre 2020, des estimations mensuelles provisoires tirées de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) sont diffusées chaque mois. Ces estimations fournissent des renseignements plus actuels sur le nombre et le taux de postes vacants selon la province et le secteur d'activité.

L'EPVS est une enquête trimestrielle. L'échantillon trimestriel des emplacements commerciaux est réparti sur les trois mois de collecte du trimestre, approximativement équilibré par province et par secteur d'activité pendant chacun des trois mois. Cela permet la production d'estimations trimestrielles et mensuelles.

L'EPVS permet également de fournir des données trimestrielles exhaustives sur les postes vacants selon le secteur d'activité et les professions détaillées pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions économiques; sur le salaire horaire offert et sur les caractéristiques des postes vacants. Les données trimestrielles pour le deuxième trimestre et le troisième trimestre de 2020 ne sont pas

disponibles en raison de la suspension temporaire des opérations d'enquête dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation des données de l'EPVS dans le Guide de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (75-514-G).

Les estimations mensuelles provisoires sont produites pour les postes vacants, les taux de postes vacants et l'emploi salarié au moyen des réponses obtenues auprès des emplacements commerciaux échantillonnés pendant le mois de référence correspondant. La période de référence de l'EPVS est le premier jour du mois respectif.

Les estimations mensuelles provisoires sont révisées et finalisées lorsque les estimations trimestrielles correspondantes sont diffusées, ou peu après. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Les estimations de l'EPVS ne sont pas désaisonnalisées. Par conséquent, les comparaisons d'un mois à l'autre ou d'un trimestre à l'autre doivent être interprétées avec prudence, car elles pourraient refléter des mouvements saisonniers. De nouvelles données expérimentales désaisonnalisées sont dérivées des travaux en cours pour élaborer des séries chronologiques de l'EPVS désaisonnalisées. De plus amples renseignements sur ces travaux en cours peuvent être obtenus sur demande.

Bien que l'emploi mesuré dans le cadre de l'EPVS soit étalonné en fonction de l'emploi mesuré au moyen de l'EERH, les chiffres de l'emploi salarié tirés de l'EERH et les chiffres de l'emploi mensuels provisoires tirés de l'EPVS peuvent différer en raison des regroupements utilisés pour l'étalonnage et des différences sur le plan de la portée et des périodes de référence.

Les données de l'Enquête sur la population active utilisées dans le présent communiqué du Quotidien pour calculer les ratios chômeurs-postes vacants sont non désaisonnalisées (à moins d'indication contraire).

Tableaux de données en temps réel

Les tableaux de données en temps réel 14-10-0357-01, 14-10-0358-01, 14-10-0331-01 et 14-10-0332-01 seront mis à jour le 17 octobre 2022.

Prochaine diffusion

Les données d'août sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et les postes vacants seront diffusées le 27 octobre 2022.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

| | Juillet 2021 | Juin 2022 ^r | Juillet 2022 ^p | Juin à juillet 2022 | Juillet 2021 à juillet 2022 | Juin à juillet 2022 | Juillet 2021 à juillet 2022 |
|--|------------------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------|-----------------------------|
| | dollars courants | | | variation en dollars courants | | variation en % | |
| Ensemble des secteurs¹ | 1 130,60 | 1 158,68 | 1 163,23 | 4,55 | 32,63 | 0,4 | 2,9 |
| Foresterie, exploitation et soutien | 1 191,56 | 1 310,19 | 1 289,65 | -20,54 | 98,09 | -1,6 | 8,2 |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 2 216,00 | 2 228,55 | 2 258,65 | 30,10 | 42,65 | 1,4 | 1,9 |
| Services publics | 1 868,98 | 2 002,67 | 2 033,83 | 31,16 | 164,85 | 1,6 | 8,8 |
| Construction | 1 390,02 | 1 440,67 | 1 415,46 | -25,21 | 25,44 | -1,7 | 1,8 |
| Fabrication | 1 180,96 | 1 272,34 | 1 280,36 | 8,02 | 99,40 | 0,6 | 8,4 |
| Commerce de gros | 1 357,85 | 1 375,45 | 1 380,90 | 5,45 | 23,05 | 0,4 | 1,7 |
| Commerce de détail | 648,39 | 699,93 | 703,52 | 3,59 | 55,13 | 0,5 | 8,5 |
| Transport et entreposage | 1 185,12 | 1 225,32 | 1 230,67 | 5,35 | 45,55 | 0,4 | 3,8 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 1 595,25 | 1 467,67 | 1 563,32 | 95,65 | -31,93 | 6,5 | -2,0 |
| Finance et assurances | 1 444,73 | 1 570,76 | 1 483,69 | -87,07 | 38,96 | -5,5 | 2,7 |
| Services immobiliers, de location et de location à bail | 1 168,87 | 1 188,79 | 1 212,35 | 23,56 | 43,48 | 2,0 | 3,7 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 1 548,61 | 1 676,79 | 1 627,05 | -49,74 | 78,44 | -3,0 | 5,1 |
| Gestion de sociétés et d'entreprises | 1 557,37 | 1 553,52 | 1 607,33 | 53,81 | 49,96 | 3,5 | 3,2 |
| Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement | 946,81 | 986,12 | 972,17 | -13,95 | 25,36 | -1,4 | 2,7 |
| Services d'enseignement | 1 176,01 | 1 120,13 | 1 161,81 | 41,68 | -14,20 | 3,7 | -1,2 |
| Soins de santé et assistance sociale | 1 016,30 | 1 037,10 | 1 038,79 | 1,69 | 22,49 | 0,2 | 2,2 |
| Arts, spectacles et loisirs | 709,48 | 689,75 | 709,39 | 19,64 | -0,09 | 2,8 | -0,0 |
| Services d'hébergement et de restauration | 461,97 | 472,67 | 472,98 | 0,31 | 11,01 | 0,1 | 2,4 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 973,42 | 979,20 | 975,45 | -3,75 | 2,03 | -0,4 | 0,2 |
| Administrations publiques | 1 451,31 | 1 489,23 | 1 477,77 | -11,46 | 26,46 | -0,8 | 1,8 |
| Provinces et territoires | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1 104,56 | 1 143,48 | 1 140,40 | -3,08 | 35,84 | -0,3 | 3,2 |
| Île-du-Prince-Édouard | 962,62 | 962,49 | 980,01 | 17,52 | 17,39 | 1,8 | 1,8 |
| Nouvelle-Écosse | 985,36 | 1 037,74 | 1 021,88 | -15,86 | 36,52 | -1,5 | 3,7 |
| Nouveau-Brunswick | 1 008,51 | 1 082,69 | 1 068,49 | -14,20 | 59,98 | -1,3 | 5,9 |
| Québec | 1 056,70 | 1 105,66 | 1 119,35 | 13,69 | 62,65 | 1,2 | 5,9 |
| Ontario | 1 162,72 | 1 186,55 | 1 190,25 | 3,70 | 27,53 | 0,3 | 2,4 |
| Manitoba | 1 022,15 | 1 055,09 | 1 054,32 | -0,77 | 32,17 | -0,1 | 3,1 |
| Saskatchewan | 1 108,82 | 1 138,59 | 1 140,16 | 1,57 | 31,34 | 0,1 | 2,8 |
| Alberta | 1 233,71 | 1 256,69 | 1 247,09 | -9,60 | 13,38 | -0,8 | 1,1 |
| Colombie-Britannique | 1 140,52 | 1 166,65 | 1 162,06 | -4,59 | 21,54 | -0,4 | 1,9 |
| Yukon | 1 301,22 | 1 341,25 | 1 339,21 | -2,04 | 37,99 | -0,2 | 2,9 |
| Territoires du Nord-Ouest | 1 563,50 | 1 540,14 | 1 557,31 | 17,17 | -6,19 | 1,1 | -0,4 |
| Nunavut | 1 503,07 | 1 526,07 | 1 511,58 | -14,49 | 8,51 | -0,9 | 0,6 |

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.**Source(s)** : Tableau [14-10-0223-01](#).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

| | Juillet 2021 | Juin 2022 ^r | Juillet 2022 ^p | Juin à juillet 2022 | Juillet 2021 à juillet 2022 | Juin à juillet 2022 | Juillet 2021 à juillet 2022 |
|--|-----------------|---------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------------------|
| | milliers | | | variation en milliers | | variation en % | |
| Ensemble des secteurs¹ | 16 613,6 | 17 582,9 | 17 595,7 | 12,9 | 982,2 | 0,1 | 5,9 |
| Forêt, exploitation et soutien | 38,0 | 37,9 | 37,5 | -0,4 | -0,5 | -1,1 | -1,2 |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 189,6 | 209,1 | 210,0 | 0,9 | 20,4 | 0,4 | 10,8 |
| Services publics | 124,2 | 128,7 | 127,7 | -1,0 | 3,5 | -0,8 | 2,8 |
| Construction | 1 054,4 | 1 133,6 | 1 138,2 | 4,6 | 83,8 | 0,4 | 7,9 |
| Fabrication | 1 520,8 | 1 547,1 | 1 545,2 | -1,9 | 24,4 | -0,1 | 1,6 |
| Commerce de gros | 791,1 | 816,7 | 817,3 | 0,6 | 26,3 | 0,1 | 3,3 |
| Commerce de détail | 1 976,0 | 2 015,0 | 2 021,1 | 6,1 | 45,0 | 0,3 | 2,3 |
| Transport et entreposage | 770,8 | 808,8 | 811,6 | 2,9 | 40,9 | 0,4 | 5,3 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 357,0 | 383,2 | 385,9 | 2,7 | 28,9 | 0,7 | 8,1 |
| Finance et assurances | 768,9 | 806,9 | 812,4 | 5,5 | 43,5 | 0,7 | 5,7 |
| Services immobiliers, de location et de location à bail | 262,9 | 285,1 | 285,7 | 0,6 | 22,7 | 0,2 | 8,6 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 1 055,5 | 1 163,8 | 1 171,2 | 7,4 | 115,7 | 0,6 | 11,0 |
| Gestion de sociétés et d'entreprises | 120,2 | 123,8 | 124,8 | 1,0 | 4,6 | 0,8 | 3,8 |
| Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement | 803,7 | 834,6 | 834,2 | -0,4 | 30,5 | -0,0 | 3,8 |
| Services d'enseignement | 1 357,9 | 1 406,8 | 1 399,9 | -7,0 | 42,0 | -0,5 | 3,1 |
| Soins de santé et assistance sociale | 2 157,1 | 2 227,8 | 2 216,6 | -11,2 | 59,5 | -0,5 | 2,8 |
| Arts, spectacles et loisirs | 224,1 | 286,0 | 289,2 | 3,2 | 65,1 | 1,1 | 29,1 |
| Services d'hébergement et de restauration | 1 064,3 | 1 259,0 | 1 265,5 | 6,5 | 201,2 | 0,5 | 18,9 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 504,3 | 537,2 | 539,1 | 1,9 | 34,8 | 0,3 | 6,9 |
| Administrations publiques | 1 177,4 | 1 203,0 | 1 204,7 | 1,7 | 27,4 | 0,1 | 2,3 |
| Provinces et territoires | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 210,7 | 222,2 | 217,9 | -4,3 | 7,2 | -1,9 | 3,4 |
| Île-du-Prince-Édouard | 69,2 | 74,7 | 75,1 | 0,4 | 5,9 | 0,5 | 8,6 |
| Nouvelle-Écosse | 417,8 | 437,2 | 436,1 | -1,1 | 18,3 | -0,3 | 4,4 |
| Nouveau-Brunswick | 331,4 | 343,5 | 343,2 | -0,3 | 11,8 | -0,1 | 3,6 |
| Québec | 3 793,2 | 3 986,6 | 3 984,5 | -2,1 | 191,3 | -0,1 | 5,0 |
| Ontario | 6 399,8 | 6 812,7 | 6 818,7 | 6,0 | 419,0 | 0,1 | 6,5 |
| Manitoba | 603,5 | 626,1 | 627,5 | 1,4 | 24,1 | 0,2 | 4,0 |
| Saskatchewan | 472,5 | 494,1 | 492,5 | -1,7 | 20,0 | -0,3 | 4,2 |
| Alberta | 1 934,9 | 2 044,2 | 2 052,4 | 8,1 | 117,4 | 0,4 | 6,1 |
| Colombie-Britannique | 2 312,5 | 2 470,1 | 2 476,6 | 6,5 | 164,0 | 0,3 | 7,1 |
| Yukon | 22,7 | 23,7 | 23,8 | 0,1 | 1,2 | 0,5 | 5,2 |
| Territoires du Nord-Ouest | 26,1 | 26,8 | 27,2 | 0,4 | 1,1 | 1,6 | 4,0 |
| Nunavut | 19,3 | 20,8 | 20,3 | -0,5 | 1,0 | -2,6 | 4,9 |

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

Source(s) : Tableau 14-10-0223-01.

Tableau 3
Postes vacants et taux de postes vacants, données non désaisonnalisées¹

| | Juillet 2022 ^P Employés salariés ² | Juillet 2022 ^P Postes vacants | Juillet 2022 ^P Taux de postes vacants |
|--|---|---|---|
| | milliers | | % |
| Ensemble des secteurs³ | 17 055,0 | 964,0 | 5,4 |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse | 268,6 | 17,8 | 6,2 |
| Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz | 211,9 | 7,9 | 3,6 |
| Services publics | 130,6 | 2,4 | 1,8 |
| Construction | 1 176,0 | 81,6 | 6,5 |
| Fabrication | 1 581,7 | 82,5 | 5,0 |
| Commerce de gros | 822,0 | 33,6 | 3,9 |
| Commerce de détail | 2 043,8 | 99,1 | 4,6 |
| Transport et entreposage | 811,3 | 56,7 | 6,5 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 383,7 | 20,1 | 5,0 |
| Finance et assurances | 813,6 | 45,1 | 5,3 |
| Services immobiliers, de location et de location à bail | 291,0 | 12,2 | 4,0 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 1 175,9 | 65,6 | 5,3 |
| Gestion de sociétés et d'entreprises | 124,2 | 3,8 ^E | 2,9 ^E |
| Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement | 849,7 | 57,0 | 6,3 |
| Services d'enseignement | 1 434,5 | 24,5 | 1,7 |
| Soins de santé et assistance sociale | 2 236,8 | 142,9 | 6,0 |
| Arts, spectacles et loisirs | 313,0 | 13,5 | 4,1 |
| Services d'hébergement et de restauration | 1 298,2 | 143,6 | 10,0 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 546,2 | 42,4 | 7,2 |
| Administrations publiques ⁴ | 542,4 | 11,8 | 2,1 |
| Provinces et territoires | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 223,2 | 8,2 | 3,5 |
| Île-du-Prince-Édouard | 73,9 | 2,3 ^E | 3,0 ^E |
| Nouvelle-Écosse | 421,5 | 20,6 | 4,7 |
| Nouveau-Brunswick | 338,0 | 14,7 | 4,2 |
| Québec | 3 893,2 | 246,3 | 5,9 |
| Ontario | 6 578,7 | 360,5 | 5,2 |
| Manitoba | 619,7 | 30,0 | 4,6 |
| Saskatchewan | 490,1 | 21,4 | 4,2 |
| Alberta | 1 987,9 | 103,1 | 4,9 |
| Colombie-Britannique | 2 372,9 | 153,1 | 6,1 |
| Yukon | 19,5 | 1,5 ^E | 7,2 ^E |
| Territoires du Nord-Ouest | 21,3 | F | F |
| Nunavut | 15,1 | F | F |

^P provisoire

^E à utiliser avec prudence

^F trop peu fiable pour être publié

1. Les estimations sont provisoires jusqu'à ce que les données trimestrielles connexes soient diffusées.

2. Les estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) peuvent différer des estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail en raison du regroupement pour le calage et des différences de couverture et de période de référence. De plus, les données de l'EPVS ne sont pas désaisonnalisées.

3. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

4. À l'exclusion des administrations publiques provinciales, territoriales et fédérale; ainsi que des organismes publics internationaux et autres organismes publics extraterritoriaux.

Source(s) : Tableaux [14-10-0371-01](#) et [14-10-0372-01](#).

Tableaux disponibles : [14-10-0201-01](#), [14-10-0203-01](#), [14-10-0205-01](#), [14-10-0209-01](#), [14-10-0211-01](#), [14-10-0213-01](#), [14-10-0214-01](#), [14-10-0216-01](#), [14-10-0218-01](#), [14-10-0220-01](#) à [14-10-0223-01](#) , [14-10-0255-01](#), [14-10-0371-01](#) et [14-10-0372-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2612](#) et [5217](#).

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* ([72-203-G](#)).

Le produit « [La rémunération et l'emploi salarié en bref : appli interactive](#) » ([14200001](#)) est maintenant accessible. Cette application interactive de visualisation de données permet de brosser un portrait détaillé du marché du travail canadien à l'aide des données les plus récentes de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Les estimations sont désaisonnalisées et sont offertes selon la province et le principal secteur d'activité. L'application comprend également des estimations historiques remontant à 10 ans. Elle permet aux utilisateurs d'explorer et de personnaliser rapidement et aisément l'information présentée. Il est possible de combiner plusieurs provinces et secteurs d'activité afin de créer ses propres domaines d'intérêt associés au marché du travail.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).